

Indice des prix +2.3% en juillet et en août



Retour de l'inflation, Et rien pour nos salaires ?

20/09/18

La presse s'est faite l'écho de l'augmentation de l'indice des prix cet été. L'inflation qui était annoncée à 1.2% en début d'année s'approcherait finalement des 2% d'après les estimations de divers instituts sur l'ensemble de l'année 2018, notamment en raison de la forte hausse des prix du carburant à la pompe, de l'électricité et du gaz.

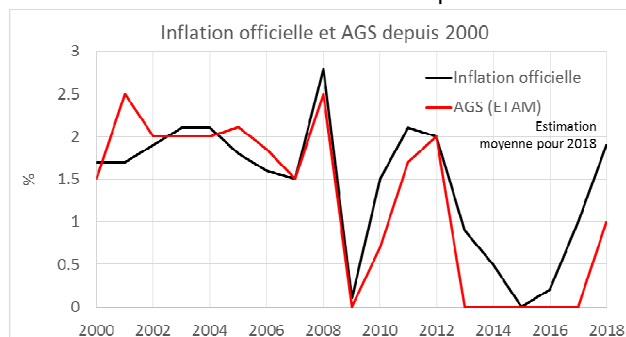
Lors des Négociations Annuelles Obligatoires de début 2018, la direction Renault s'était appuyée sur les prévisions d'inflation faible pour justifier des Augmentations Générales de Salaires au rabais (+1% seulement après plusieurs années à 0%). Et maintenant que l'inflation officielle elle-même doit être revue à la hausse, la direction ne semble pas vouloir revoir sa politique qui conduit à une perte de pouvoir d'achat pour bon nombre de salariés. Face à cette situation, la CGT-Renault a demandé la réouverture de négociations sur les salaires.

Notre pouvoir d'achat s'effrite...

Pour justifier des Augmentations Générales de Salaires (AGS) ridicules voire nulles, la direction de Renault s'est servie du prétexte de la crise financière de 2008. Un comble puisque c'est la politique de gavage des actionnaires qui est une des causes de la spéculation financière galopante elle-même à l'origine de cette crise ! Puis, après le rebond des ventes automobiles, la direction a sorti l'excuse de l'inflation officielle faible en France pour maintenir le gel de nos salaires.

Et si, en début d'année 2018, elle a cédé le retour des AGS (à 1%...) pour les ETAM, c'était parce qu'un frémissement sur la hausse des prix était attendu.

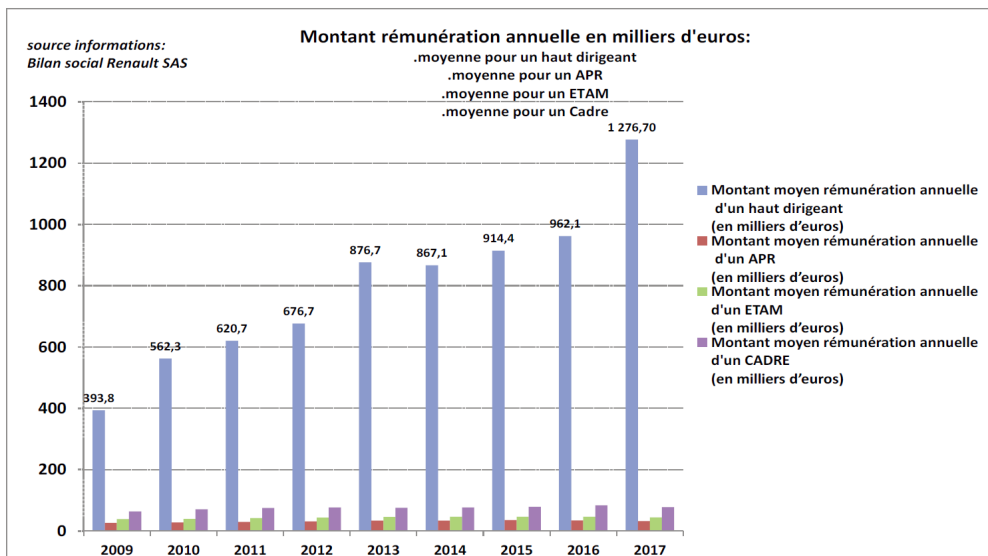
Finalement, ce frémissement s'est accéléré depuis le début de l'année et les 1.2% attendus en moyenne sur l'année s'approcheraient finalement des 2% (+ 2.3% en juillet et en août). Et ce ne sont bien sûr pas les plans de promotion qui viennent compenser l'effritement de notre pouvoir d'achat.



Ainsi, avec une inflation à 2% et les chiffres mêmes de la direction (lettres de transparence ETAM et Cadres 2018 compilant AGS et Augmentations Individuelles), **ce sont 53.5% des cadres et 59% des ETAM qui verront leur pouvoir d'achat baisser ou stagner en 2018 ! Comment cela est-il possible dans une entreprise qui a annoncé 5,3 milliards d'euros de bénéfices fin 2017 et 1,1 milliard de dividendes versés aux actionnaires ?**

... celui des dirigeants et des actionnaires explose !

Mais rassurons-nous, toutes les rémunérations chez Renault ne sont pas gelées... Celles des plus hauts dirigeants du Groupe ne cessent de grimper. Probablement pour s'accorder à la parole



UGICT Ingénierie Lardy

Union Générale des Ingénieurs, Cadres et Techniciens



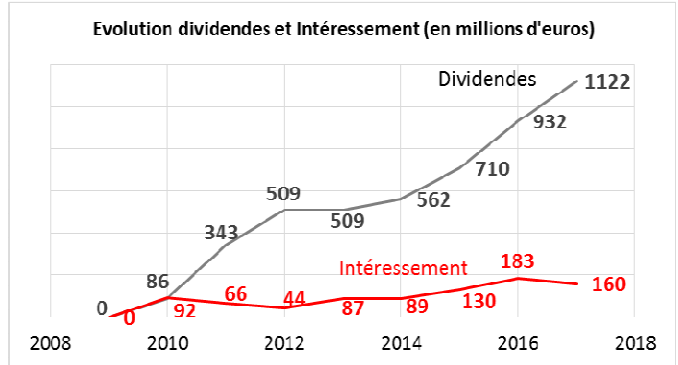
du grand timonier Carlos Ghosn : « il faut savoir payer les talents ».

Un système toujours plus inégalitaire

rémunération augmenter, ce serait que l'entreprise fasse énormément de profits ou que l'établissement ait de très bons indicateurs. Mais les profits sont les fruits de nos sacrifices (du gel des salaires comme de la dégradation de nos conditions de travail ou de la précarité de l'intérim dans les usines et de la prestation dans l'ingénierie). Et la répartition des profits entre intéressement pour les salariés et dividendes pour les actionnaires (voir ci-contre) se passe de commentaires.

Pour éviter de parler des questions (des salaires) qui fâchent, la direction cherche des diversions : primes d'intéressement, opérations d'actionariat... Selon elle, la seule façon pour les salariés de voir leur

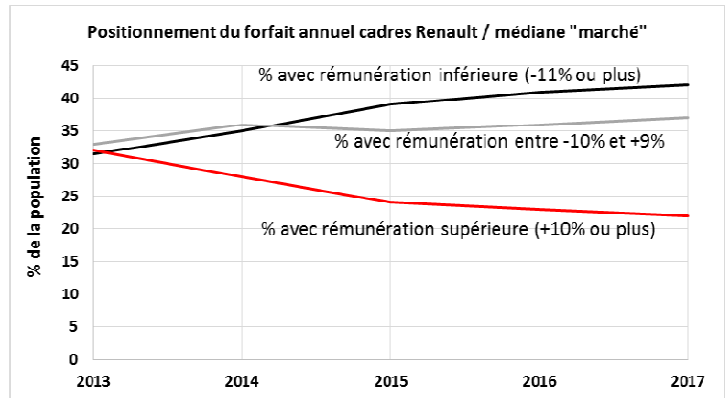
Quant à l'opération d'actionariat, elle fait se côtoyer les 4 actions offertes pour 4 actions achetées par un salarié et les 100 000 actions gratuites données à Carlos Ghosn... chaque année !



L'illusion des solutions individuelles

supérieure. Beaucoup ont été extrêmement déçus de voir que, malgré leur investissement dans leur travail, les promesses étaient très loin d'être tenues. Et les systèmes que la direction RH a mis en place pour pousser encore plus loin l'individualisation (comme le Jobgrading chez les cadres) ont un effet négatif sur les salaires de la majorité d'entre nous. C'est ce que montre l'analyse des lettres de transparence Cadres ci-contre : alors qu'à la mise en place du Jobgrading, 1/3 des cadres avaient une rémunération proche de la moyenne du « marché », 1/3 supérieure d'au moins +10% et 1/3 inférieure d'au moins -10% ; en 2017, plus de 40% ont une rémunération inférieure d'au moins -10% et seuls 20% ont une rémunération supérieure d'au moins +10%.

Face à cette situation et au mécontentement grandissant, la direction des ressources humaines n'a qu'une « solution » à proposer : dépasser nos objectifs individuels, faire plus que notre voisin pour espérer une rallonge



Une seule solution : la mobilisation collective

salariés en concurrence (entre pays, entre statuts – intérimaires, prestataires, salariés Renault), en laissant planer la menace de suppressions d'emplois, etc.

Si les actionnaires et les hauts dirigeants sont en capacité de se partager ces milliards d'euros, c'est parce qu'ils ont le rapport de force en leur faveur. Ils jouent de multiples facteurs pour l'accroître : en mettant les

Il n'y a cependant rien d'inéluctable : sans le travail que nous fournissons, les milliards de bénéfices n'existeraient pas. En exprimant collectivement notre mécontentement, en reprenant confiance en notre force collective, nous aurons les moyens d'exiger notre dû après des années de serrage de ceinture.

Avec une inflation qui repart à la hausse, des bénéfices record, des rémunérations toujours plus folles pour les actionnaires et les hauts dirigeants, les salariés ont toute légitimité à exprimer leur mécontentement, à en discuter dans les ateliers, les bureaux et les RUET et à préparer les prochaines mobilisations.

Les salaires font partie (avec les conditions de travail, la protection sociale et les retraites) des revendications interprofessionnelles pour lesquelles plusieurs syndicats appellent à une grève nationale et à des manifestations le mardi 9 octobre.

**La CGT-Lardy appelle les salariés de Lardy à faire grève et à participer à la manifestation :
Mardi 9 octobre (départ 14h depuis Montparnasse)**